

Négociations Secrètes Kissinger-Lê Đức Thọ, Entracte : La bataille contre l'allié



Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

Préambule

“Après 4 ans de négociations il est temps de faire la paix” annonça fièrement Kissinger à Nixon le soir du 12 octobre 1972. “Tout sera terminé pour la fin de l’année”, le retrait complet des forces américaines et le retour des POWs.¹ Au début incrédule, Nixon assaillit Kissinger de questions et finit enthousiaste à l’idée d’une aide économique au Nord Việt-Nam. Il la jugea d’une grande portée, preuve du rejet des principes communistes et ajouta “cela nous donnerait des leviers sur eux.” Il fit déboucher un Lafite-Rotschild 1957 pour célébrer l’évènement.²

C’était certainement dans l’euphorie que Kissinger avait terminé l’élaboration de l’accord avec Lê Đức Thọ et arrêté le programme pour les jours suivants. Il comptait passer trois jours à Saigon à partir du 19 octobre 1972, pour présenter de manière détaillée à Thiệu le projet, obtenir de Thiệu son consentement et ensuite aller parapher l’accord à Hanoi avant sa signature par les ministres des affaires étrangères le 30 ou le 31 octobre 1972, une semaine avant les élections américaines.

Présentation du projet d’accord à Saigon

Thiệu était entouré de son Conseil de la Sécurité nationale (CSN) réuni au complet pour recevoir Kissinger qui commença par rappeler le contexte politique aux États-Unis pour expliquer le fondement de l’accord. “Dans notre analyse de la situation les considérations électorales n’ont joué aucun rôle, mais ce qui a joué un rôle énorme c’est le déclin constant du soutien à la guerre du Việt-Nam par la population et par le Congrès...Il y a seulement quelques semaines, alors que les sondages donnaient quelques 30 points d’avance au Président et qu’il y a beaucoup d’avantages à le soutenir pendant une année électorale, l’amendement Brooke qui prévoit la fin de l’aide à la guerre du Việt-Nam contre tout simplement le retour de nos prisonniers, a été rejeté par seulement 2 votes au Sénat.

Le président Nixon et moi-même avons l’impératif de pouvoir montrer clairement que nous ne sommes pas un obstacle à un règlement même si des termes pouvaient être difficiles pour vous d’accepter. Quand j’étais ici la dernière fois, le président Thiệu m’avait souligné que son problème et le nôtre étaient exactement opposés. Il avait à démontrer à son peuple qu’il était ferme. Nous devons montrer à notre peuple que nous étions flexibles.”

Kissinger fit un résumé rapide mais suffisamment détaillé des différentes propositions de Hanoi depuis juillet 72 pour montrer que les Américains s’étaient constamment refusés de discuter du futur politique de Thiệu et de négocier sur le futur politique du Sud Việt-Nam.

Avant d’arriver au projet d’accord il prit la précaution de préciser que son contenu était cohérent avec les propositions américaine et saïgonnaise des 8 et 9 mai et qu’il était convenu qu’il serait discuté à Saigon.

Cessez-le-feu sur place

“En premier lieu, concernant les cessations d’hostilités, il y aurait un cessez-le-feu dans l’ensemble du Sud Việt-Nam à une heure déterminée et les actions militaires américaines cesseraient à la même heure.

Pendant le cessez-le-feu les forces armées des deux côtés resteraient sur place. Les États-Unis retireraient leurs forces armées en 60 jours. Il n’y aurait pas de restrictions quant au personnel civil affecté à des fonctions économiques et politiques, pas de restrictions sur le personnel des entreprises et

pas de restrictions sur les forces armées américaines en Thaïlande. Il serait interdit aux deux côtés d’accepter des renforts en troupes et autre personnel militaire et en matériels de guerre. Le remplacement des équipements militaires est cependant autorisé sur la base d’une pièce par une pièce de caractéristiques similaires. En d’autres mots une augmentation en nombre des équipements n’est pas permise mais une amélioration qualitative l’est et le remplacement est assuré.

Nous allons augmenter substantiellement votre stock avant l’évaluation pour le remplacement.³ Je dois ajouter que cette clause n’est pas encore acceptée car le Nord Việt-Nam veut un remplacement à nombre égal et nous n’avons pas accepté. Je pense pouvoir la régler dans le sens que j’ai indiqué et nous ne réglerons pour rien d’autre.

¹ Bùi Ngọc Vũ, *Négociations secrètes Kissinger-Lê Đức Thọ, Acte I*. Magazine Good Morning, Aejrsite.free.fr Août 2014

² Larry Berman, *No Peace, No Honor*, p.159

³ La liste avec les nombres des avions, des véhicules, des armes, des munitions prévus pour être envoyés au Sud Việt-Nam avant le 31 octobre par pont aérien a été préparée par Laird et notifiée à Kissinger le 15 octobre. Son coût total approche 1 milliard de dollars. ‘Ce serait un pont aérien historique’ avait commenté Laird.

Libération des prisonniers

Il y a une section concernant le retour des prisonniers. Ces dispositions concernent les prisonniers, le personnel militaire - c'est une section qui n'est pas encore acceptée. Nous avons pris la position que tout le personnel militaire et les civils de toutes les parties à l'exception des civils sud-vietnamiens détenus par les parties Sud Vietnamiennes, seraient libérés dans les deux mois ; les prisonniers des parties sud-vietnamiennes feraient l'objet de discussions entre parties sud-vietnamiennes. Les Nord-Vietnamiens soutiennent que tous les prisonniers civils devraient être libérés dans une période de 2 mois. C'est un sujet dont je voudrais discuter pendant que je suis ici pour voir sous quelle formulation nous pouvons nous mettre d'accord et qui conduirait à quelques libérations mais qui néanmoins préserve votre position essentielle. Je ne sais pas si en quelque sorte une amnistie était possible et ce qui pourrait être discuté mais je ne voudrais pas tout de suite entrer dans ces détails.

Aux Sud-Vietnamiens de régler leurs problèmes

Maintenant j'en viens aux dispositions politiques. Elles sont très brèves car nous avons adopté la position que le futur du Sud Viêt-Nam doit être déterminé par les Sud Vietnamiens. Je suis content qu'elles ne mentionnent pas le président Thiệu. Mais je ne serais pas ici si elles étaient ainsi. Il y a quelques dispositions générales tirées de notre plan commun, nos propositions du 25 janvier, affirmant le droit du peuple Sud Vietnamien à l'auto-détermination, le fait que le peuple Sud Vietnamien doit déterminer le futur du Sud Viêt-Nam par des élections sous contrôle international et le fait que les États-Unis se déclare neutre au regard du processus politique du Sud Viêt-Nam. Puis il y a quelques autres dispositions abstraites.

Réconciliation et concorde nationale

Je vais vous lire les deux principales dispositions politiques. C'est la meilleure façon de les traiter.

"Immédiatement après le cessez-le-feu, les deux parties Sud Vietnamiennes tiendront des consultations dans un esprit de réconciliation et de concorde nationale, de respect mutuel et de non-élimination mutuelle pour constituer une structure administrative nommée Comité pour la Réconciliation et la Concorde Nationale (CRCN) à trois composantes. Ce comité fonctionnera sur le principe d'unanimité. Après la prise de fonction du CNRCN les deux parties Sud-Vietnamiennes se consulteront pour la formation de comités aux échelons inférieurs. Les deux parties Sud-Vietnamiennes devront signer un accord sur les sujets internes du Sud Viêt-Nam dès que possible et faire leur maximum pour l'accomplir dans les 3 mois à partir de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu..."

Sa composition est matière à négociations entre les parties Sud-Vietnamiennes. Ce n'est pas un gouvernement ou une administration. C'est un organe consultatif.

"Le CNRCN aura la tâche de favoriser la mise en œuvre des accords par les deux parties sud-vietnamiennes, le maintien du cessez-le-feu, la préservation de la paix, l'instauration de la réconciliation et la concorde nationale et la garantie des libertés démocratiques. Le CNRCN aura à organiser des élections générales libres et démocratiques prévues par l'article 9 (b) et fixera les procédures et les modalités des élections. Les institutions à provenir d'élections générales seront choisies d'un commun accord après consultations entre les deux parties sud-vietnamiennes. Le CNRCN décidera aussi des procédures et des modalités d'élections locales après consentement par les deux parties sud-vietnamiennes."

En d'autres mots il n'y a pas d'élection sans accord préalable des deux parties. La nature des élections à organiser sera décidée par les Sud Vietnamiens. Que ce soit un référendum ou une élection présidentielle ou une élection d'assemblée nationale cela dépend entièrement d'accords réalisés entre Sud-Vietnamiens.

L'autre disposition politique dit : "La question des forces armées au Sud Viêt-Nam sera réglée par les deux parties sud-vietnamiennes dans un esprit de réconciliation et de concorde nationale, d'égalité et de respect mutuel sans interférence étrangère, en rapport avec la situation de l'après-guerre. Entre autres questions les deux parties Sud-Vietnamiennes discuteront des étapes en vue de réduire le nombre des militaires des deux côtés et de démobiliser les troupes touchées par la réduction.

Hanoi est disposé à accepter qu'il n'y aurait pas de renfort, pas d'infiltration ultérieure. Il est prêt à démobiliser et à réduire leurs forces au Sud d'un nombre égal à toute réduction effectuée par Saigon; ces forces retourneront à leurs lieux de naissance. Comme leurs forces sont inférieures en nombre aux vôtres toute réduction affecterait un plus fort pourcentage de leurs forces.

Point de vue de Kissinger

Kissinger considère qu'il y a eu un effondrement de la position des communistes. "Ils ont abandonné la demande de démission de Thiệu, la demande de formation d'un gouvernement provisoire, la demande d'une fusion de l'ARVN avec les forces communistes. Le gouvernement existant peut continuer à recevoir des montants sans limites d'aide économique et le remplacement d'une grande force militaire par les États-Unis. La seule condition que le gouvernement de la RVN doit remplir est d'avoir à négocier avec l'autre partie pour former un comité. 'Ce comité si jamais il voyait le jour n'a pas de juridiction bien déterminée sauf pour des élections auxquelles vous donnerez votre accord, pour des institutions que vous aurez décidé d'avoir, à l'intérieur d'un cadre qui dépend de vos négociations avec l'autre partie. En d'autres termes nous avons préservé la position cardinale de laisser le futur du Sud Viêt-Nam aux mains des Sud Vietnamiens et le gouvernement de la RVN avec son président est celui que nous reconnaissons'..."

Contrôle international

Il y a une section sur un contrôle international, trois fois plus longue que celle sur le futur politique et d'une complexité digne d'une thèse, qui prévoit une commission bipartite, une commission quadripartite et une commission internationale

de contrôle. Elle prévoit aussi une conférence internationale qui doit se réunir 30 jours après la signature de l'accord pour formaliser les garanties spécifiées."⁴

Début des difficultés mais tout semble possible

Après cette présentation et quelques questions de portée générale un programme de réunion fut décidé pour les trois jours et c'est seulement à la réunion du deuxième jour, le 20, que commença vraiment les échanges entre le GVN et Kissinger, qui nota : "Il y avait beaucoup d'émotions des deux côtés de la table, du scepticisme mais ce n'était pas une confrontation. Thiệu se montra poli et évasif. Les questions des hauts dirigeants de Saigon révélaient clairement leurs craintes concernant l'habileté et la trahison des communistes. Ils soulevèrent une longue série de problèmes et de points à clarifier. Le plan ne fut cependant jamais rejeté, ni accepté. Ils concentrèrent leur attention sur les forces nord-vietnamiennes présentes au Sud Việt-Nam et sur les violations probables de l'accord."

Kissinger releva le paradoxe de voir les sud-Vietnamiens qui étaient en train de gagner la guerre, se comporter comme s'ils l'avaient perdue, alors que les nord-Vietnamiens qui la perdaient, se comporter comme s'ils l'avaient gagnée.

Kissinger souligna à son audience vietnamienne que les ingrédients cruciaux [pour un succès] étaient l'unité entre leurs deux pays, la vigilance vis-à-vis de l'accord et la détermination et l'assurance des Vietnamiens eux-mêmes.

Il expliqua que les troupes nord-vietnamiennes étaient grandement affaiblies, ne pourraient pas être renforcées et que les réductions prévues par la clause de démobilisation jouaient en faveur du GVN étant donné l'assise plus large de leurs troupes. Les clauses pour le remplacement allaient aussi jouer à leur avantage compte tenu de l'augmentation des équipements que les États-Unis avaient prévus d'effectuer avant l'accord. Au sujet des problèmes politiques Kissinger insista sur l'effondrement complet des communistes et sur la prééminence du GVN pourvu que celui-ci se montrât confiant et déterminé à engager l'effort nécessaire pour la lutte politique à venir. Les cadres communistes du Sud devraient être totalement démoralisés par cet accord. Kissinger souligna surtout le fait que si les accords étaient violés Nixon prendrait des actions de représailles vigoureuses.⁵

Dans le même rapport Kissinger recommanda à Nixon de déclencher la campagne de livraison d'équipements supplémentaires même si Thiệu n'avait pas encore accepté l'accord. Thiệu avait été informé de ce programme dans un entretien privé d'une demi-heure dans l'après-midi du premier jour.

Le matin du 3^{ème} jour, le 21, Kissinger rencontra le groupe de travail dirigé par Trần Văn Lâm qui lui demanda 23 changements dans le projet. Il en accepta 16, laissant de côté les 7 restants, tous en liaison avec les mêmes trois problèmes⁶, considérés comme de base par les Sud-Vietnamiens.

Une réunion que Kissinger devait avoir avec Thiệu et son CNS dans l'après-midi fut déplacée de 14:00 à 17:00 heures puis annulée à la dernière minute. Kissinger insista pour voir Thiệu le soir même mais ne put obtenir en remplacement qu'un entretien de bonne heure le jour suivant, avant son départ pour le Cambodge.

Kissinger réclama "un fort message du Président pour l'aider à faire rentrer Thiệu dans les rangs" et qu'il remit à Thiệu. Dans ce message Nixon écrit "J'ai étudié avec le plus grand soin toutes les dispositions de l'accord, y compris les dernières concessions de Hanoi, portant sur le Laos et le Cambodge, tout comme un délai supplémentaire de 48 heures pour la signature de l'accord. Je considère l'accord acceptable dans toutes ses ramifications et en conséquence vous recommande avec insistance de le considérer avec soin et de l'accepter.

Si vous trouviez cet accord inacceptable mon jugement est que votre décision aurait des effets des plus sérieux sur ma capacité à continuer à vous soutenir et à soutenir votre gouvernement.

Je peux vous assurer que si vous poursuiviez avec nous dans les conditions maintenant définies vous continuerez à recevoir mon soutien le plus total. Ceci inclurait toute action militaire qui serait nécessaire au cas où l'autre camp romprait l'accord."

Kissinger signala à Thiệu que, de toute façon, s'il pouvait partir à Hanoi ce serait avec une publicité minimale et Thiệu aurait à exprimer son consentement en annonçant son départ. Thiệu répondit à Kissinger que c'était une question de vie ou de mort pour le Sud Việt-Nam, intéressant 17 millions de personnes et qu'il devait encore consulter son CNS avant une réponse définitive.⁷

Un résultat inattendu

Kissinger s'en alla au Cambodge voir Lon Nol avec le sentiment qu'un consentement de Thiệu était apparemment toujours possible et qu'il pouvait encore respecter le programme convenu avec Hanoi, retardé de 48 heures compte tenu du débordement d'un jour du programme à Saigon.

À son retour du Cambodge Kissinger revit de nouveau Thiệu après la réunion de celui-ci avec son CNS. Le câble qu'il envoya en urgence tout de suite après, dit brièvement "Thiệu vient de rejeter le projet dans sa totalité ou toute modification de ce projet et refuse toute négociation avec ce projet comme base. Thiệu exige que tout règlement doit contenir des garanties absolues sur la zone démilitarisée, le retrait total des forces nord-vietnamiennes et une totale autodétermination du sud-Việt-Nam sans aucune référence sur la façon dont elle serait exercée."⁸

⁴ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc. 27, Memorandum of Conversation, Saigon October 19, 1972

⁵ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc 32, Memorandum From Kissinger to the White House Saigon October 19, 1972

⁶ L'infiltration au travers de la zone démilitarisée, la présence des forces nord-vietnamiennes et le CRCN à trois composantes.

⁷ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.42 Message From Bunker to Haig, Saigon October 22, 1972

⁸ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.41 Message From Kissinger to Haig, Saigon October 22, 1972

Les derniers arguments

Kissinger raconta ensuite avec plus de détails dans un deuxième câble qu'il avait commencé cette réunion en disant à Thiệu que les réactions de Phouma⁹ et de Lon Nol étaient enthousiastes pour l'accord. Il ajouta qu'il comptait dans la dernière phase à Hanoi, proposer aux Nord-Vietnamiens de retirer, sans l'annoncer, quelques-unes de leurs divisions de la 1^{ère} Région Militaire. Les dispositions concernant le renforcement rendraient impossible la réintroduction de ces troupes. Il comptait aussi demander des modifications dans le paragraphe relatif aux trois composantes d'égale importance et que s'il n'obtenait pas de concession sur l'un ou l'autre des 2 points il reviendrait sans réaliser l'accord. Mais Thiệu avait tout refusé avec l'argument qu'il n'accepterait aucune disposition politique sous quelque forme que ce soit.¹⁰

Les notes de Bunker encore plus détaillées, racontent que Thiệu dans un état de forte tension nerveuse et d'intense émotion, avait jugé le projet d'accord pire que les accords de 1954 et avait déclaré à Kissinger "J'ai le droit de penser que les États-Unis sont de connivence avec les Soviétiques et les Chinois. Maintenant que vous acceptez la présence ici des Nord-Vietnamiens [troupes], le peuple sud-vietnamien va présumer que nous avons été vendu par les États-Unis et que le Nord Việt-Nam a gagné la guerre... Si les États-Unis veulent abandonner le peuple sud-vietnamien c'est leur droit... Depuis que les États-Unis m'avaient proposé de démissionner et marchandé sur le moment de ma démission... j'ai réalisé que ceux que je considérais comme mes amis m'ont trompé. Grande était l'humiliation personnelle que j'ai subie mais je continuerai à me battre. Ma plus grande satisfaction viendrait quand je pourrais signer un accord de paix. Je n'ai révélé à personne que les Américains m'avaient demandé de démissionner, cela les aurait fait partager mon humiliation mais je voulais faire apparaître cela comme volontaire de ma part."

Kissinger chercha à persuader Thiệu qu'il n'avait jamais été mis à l'écart et qu'on l'avait toujours consulté. Les désaccords actuels entre eux menaçaient tout ; tous les sacrifices et réalisations à ce jour allaient devenir vains. Jamais il n'a été, en tant que représentant du Président, soumis au traitement qu'il a subi ici pendant ces quatre derniers jours. "Nous avons combattu pendant 4 ans, hypothéqué toute notre politique étrangère dans la défense d'un seul pays. Ce que vous avez dit est une chose très amère à entendre." Il pensait sincèrement que le projet d'accord préservait la liberté du Sud Việt-Nam et que ses termes étaient meilleurs que tout ce qu'un Américain pouvait considérer comme possible. Kissinger jugea la posture et le comportement de Thiệu suicidaires pour lui et pour son pays. Thiệu répéta "qu'il y a 200 à 300 000 troupes du Nord présentes au Sud et qu'il est prévu un Comité National pour la Réconciliation et la Concorde à trois composantes. Si nous acceptons ce projet nous commettrions un suicide - je commettrais un suicide."¹¹

Amère conclusion

Dans une dernière tentative pour convaincre Thiệu de signer, Kissinger changea de tactique en précisant que Nixon allait certainement gagner les élections : "Signez l'accord. S'ils le violaient nous déclencherions une opération au Nord Việt-Nam." Mais c'était peine perdue.

Kissinger fut obligé de conclure : "Les États-Unis peuvent toujours signer séparément un traité de paix avec Hanoi s'ils y étaient obligés. Quant à moi je ne remettrai jamais mes pieds à Saigon. Pas après tout ça. Ceci constitue le pire échec de ma carrière de diplomate."¹²

Et il annula la dernière phase des réunions à Hanoi pour revenir à Washington ce 23 octobre le cœur probablement rempli de dépit et d'amertume. Quatre années de durs labeurs pour voir le résultat défait en quatre jours.

Quoi faire avec Hanoi ?

Il n'y aurait donc pas d'accord avant les élections suite au refus de Thiệu qui mit en pièces le programme méticuleusement élaboré par Lê Đức Thọ et Kissinger, programme qui aurait dû se clôturer par un bouquet final à Hanoi ; par la même occasion c'est probable que les rêves secrets de ce dernier pour le poste de Secrétaire d'État furent réduits à néant. L'attrait de cette perspective fut tel que Kissinger s'était laissé imprudemment entraîné dans la fixation d'une date pour l'étape finale. Il reconnut plus tard d'avoir commis cette erreur.

Il était important maintenant de passer le cap des élections sans trop de dégâts. Il fallait recontacter Hanoi, avouer sans trop de détail qu'il n'était pas possible de tenir les engagements sur le programme de signature, tout en préservant la possibilité de signer l'accord plus tard. La pire catastrophe serait que Hanoi rende public le contenu l'accord, le dénonce et fasse apparaître Saigon comme le principal obstacle à la paix.

Washington saisit comme prétexte l'annonce par Newsweek le 21 octobre d'une interview de Phạm Văn Đồng par Arnaud de Borchgrave qui révélait l'existence de l'accord de paix, pour mettre sur le dos de Hanoi la responsabilité de la situation difficile à Saigon. Un message de Nixon prévint Phạm Văn Đồng que Kissinger était rappelé immédiatement à Washington pour consultation au motif que les difficultés rencontrées à Saigon furent plus complexes que celles escomptées à l'origine. Il contenait aussi la proposition d'une reprise des pourparlers entre Kissinger et Lê Đức Thọ dès que possible.

⁹ Kissinger avait envoyé Sullivan du Département d'État pour voir les dirigeants du Laos et de la Thaïlande Phouma et Thanom ; celui-ci les connaissait et avait servi comme ambassadeur au Laos.

¹⁰ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.48 Message From Kissinger to Haig, Saigon October 22, 1972

¹¹ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc. 49 Message From Bunker to Haig, Saigon, October 22, 1972

¹² Larry Bergman, *No Peace, No Honor* p.169-170

La bataille contre l'allié continu

Ironiquement alors que tout était quasiment réglé avec Hanoi, les plus grandes difficultés étaient apparues en provenance de Thiệu, l'allié. Kissinger se retrouva dans une situation des plus difficiles car l'accord ne pouvait pas se concrétiser sans Thiệu. En même temps il fallait à tout prix cacher le désaccord profond avec celui-ci pour éviter de le faire apparaître comme le responsable.

Kissinger ne voyait que deux options possibles "Dans la période devant nous je pense qu'il est absolument impératif de ne montrer aucune nervosité... Si Thiệu apparaissait comme le vilain, même si nous arrivions finalement à surmonter ses objections, tout ce que nous avons fait depuis 8 ans serait remis en question. Les renseignements indiquent qu'il est en train de faire activement des préparatifs en vue d'un cessez-le-feu. C'est donc probable qu'il va céder, surtout si nous restions fermes après les élections. Et s'il ne cédait pas il reste une bonne chance que Hanoi et nous puissions signer un accord et qu'ensuite nous recommanderions aux autres d'accepter. Ceci donnerait à Thiệu l'occasion de pouvoir déclarer qu'il avait été contraint et forcé d'accepter.

Ce n'est qu'en dernier ressort que nous chercherions un accord bilatéral."

Peu de choix en fin de compte

Mais les options que proposait Kissinger furent considérées comme aussi mauvaise l'une que l'autre. Elles n'étaient pas satisfaisantes pour Nixon et Haig dut écrire à Kissinger "une révélation publique de ce que nous avons négocié jusqu'ici suivie d'une invitation à Thiệu de se joindre à nous n'aurait qu'un seul résultat, la chute de Thiệu et peut être même l'écroulement du gouvernement sud-vietnamien et la cessation de toutes les aides américaines, économiques et militaires, pour ceux qui restent."

Nixon rappela à Kissinger que l'objectif ultime des Américains demeurait toujours la signature, ensemble avec Thiệu, d'un accord avec Hanoi. Il n'y a donc pas d'autre choix que de continuer à faire des efforts sur Thiệu pour essayer d'obtenir son consentement. La tactique à adopter serait donc de se réunir fréquemment avec Thiệu, de lui faire savoir que si les pourparlers reprenaient, Kissinger ferait son possible pour demander le maximum de changements réclamés par Thiệu tout en sachant que tout ne serait pas réalisable. Et en tout état de cause Thiệu n'avait pas d'autre choix que de se joindre comme partenaire aux Américains pour signer le projet d'accord amendé dans toute la mesure du possible ou de regarder les Américains le faire sans lui, avec comme conséquence inévitable la cessation de toute aide par le Congrès.

La tactique de Thiệu

Thiệu était de par sa nature quelqu'un qui ne faisait confiance à personne. Sa méfiance avait été amplifiée par beaucoup d'incohérences entre les textes en anglais et en vietnamien, surtout quand il lut l'expression 'cơ cấu chính quyền' utilisée pour 'structure administrative' alors qu'elle pouvait être traduite par 'structure gouvernementale'.

Le 24 octobre Thiệu annonça dans une allocution télévisée le fait que les propositions négociées par Kissinger et Lê Đức Thọ étaient inacceptables dans leur forme actuelle. Il évita soigneusement cependant de laisser paraître tout désaccord avec les Américains et indiqua qu'il gardait l'espoir d'un cessez-le-feu pour bientôt.

En même temps Kissinger fut informé d'une initiative du ministre des affaires étrangères Trần Văn Lắm qui projetait d'envoyer aux représentants de Saïgon dans les capitales amies du Sud Việt-Nam une note explicative développant les trois raisons pour lesquelles Saïgon avait rejeté l'accord : (1) le refus de Hanoi de reconnaître la zone démilitarisée et l'existence d'un Sud Việt-Nam autonome, (2) le refus de Hanoi de retirer ses troupes du Sud Việt-Nam et (3) la création d'un gouvernement de coalition déguisé pour supplanter le gouvernement légal du Sud Việt-Nam.

Kissinger appela d'urgence Bunker pour lui dire : "Si ce truc sortait ce serait un suicide total. C'est ce que nous combattons dans la presse ici. Maintenant s'ils disaient que cela [l'accord] c'est ça, nous sommes morts... Ils sont en train de commettre un suicide total, ici... je veux dire vis-à-vis du débat public qui va prendre forme."¹³

Bunker : "Je pense aussi à ce qui se passe ici [au Sud Việt-Nam]. Il y a des réunions de masse organisées dans tout le pays et la population est ameutée contre... Tout le discours est contre un gouvernement de coalition et ils sont contre un gouvernement de coalition à trois composantes."

Kissinger envoya plus précisément un message à Bunker pour lui recommander des contacts réguliers et continus avec Thiệu et Lắm pour bien leur faire comprendre l'urgence d'accepter la réalité de l'issue finale. "Si Thiệu prétendait que le Comité de Réconciliation Nationale est en fait un gouvernement de coalition, c'est du suicide. Nous pouvons bien entendu, tolérer une certaine posture de la part de Thiệu, ce qui lui permettrait de revendiquer une victoire, mais si ces tactiques étaient en réalité basées sur une mauvaise compréhension de la nature du règlement politique proposé ou une déformation intentionnelle pour servir de base à une intransigeance continue, cela va seulement le desservir. Thiệu doit se rappeler que toute chose gagnée au Sud Việt-Nam comme résultant de ces tactiques il la perd ici aux États-Unis où il a besoin d'un soutien militaire et économique permanent."¹⁴

¹³ Bunker fit le nécessaire pour persuader Lắm de modifier radicalement la note ; il n'y eut plus de référence à un rejet de l'accord mais au souhait du Sud Việt-Nam de voir des modifications concernant les trois points cités.

¹⁴ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc. 68, Message From Kissinger to the Ambassador to Vietnam (Bunker), Washington, October 24, 1972

Réaction de Hanoi

Sachant que Kissinger avait rencontré des difficultés du côté de Saigon et ne pouvait plus respecter le programme établi, Hanoi rendit publics les termes du projet d'accord le 26 octobre tout en accusant sévèrement les États-Unis de duplicité. Le New York Time titra en gros "Hanoi dit que les États-Unis font marche arrière après un accord à Paris".¹⁵

Ceci obligea Kissinger à faire une conférence de presse le même jour, dans laquelle il annonça que '*la paix est à portée de main*' en minimisant les difficultés qui restaient à surmonter pour arriver à son avènement. Il présenta dans le détail comment les négociations ont abouti au projet d'accord et s'attacha à préciser les éléments de sa substance.

Kissinger reconnut dans ses mémoires que la formule concise- qui s'avéra trop optimiste- adressée aux parties, "voulait montrer notre détermination de persévérer, [était] un signal à Hanoi que nous ne manquons pas à notre parole et un signal à Saigon que nous n'allions pas '*sortir des rails*'."

De son côté Haig nota "Il était difficilement possible d'imaginer une phrase qui pouvait mieux embarrasser Nixon comme président et comme candidat, enflammer les inquiétudes de Thiệu ou affaiblir notre influence sur Hanoi. La gaffe de Kissinger fut considérée par le président comme un désastre."

Ce témoignage fut confirmé par Nixon : "Quand Ziegler me dit que le gros titre des informations sur la conférence de presse de Kissinger était '*la paix à portée de main*', je sus immédiatement que notre position dans les marchandages avec Hanoi serait sérieusement dégradée et notre problème pour '*embarquer*' Thiệu et les sud-Vietnamiens serait encore plus difficile."¹⁶

À Saigon Bunker s'empressa d'aller voir Thiệu pour lui demander de s'abstenir de faire de commentaire et de s'entendre avec lui sur une réaction commune aussi neutre et constructive que possible, se concluant par "Nous avons proposé de rencontrer l'autre côté à Paris à tout moment et sommes disposés à trouver avec eux les solutions aux problèmes restants. Le GVN et les États-Unis sont aussi préparés que ne l'est la RDVN à un règlement constructif et pacifique."¹⁷

Saigon se rebiffe publiquement

Mais cela n'avait pas suffi pour empêcher Lãm de commenter que les États-Unis étaient en train de '*négoier une capitulation*'. Bunker fit savoir à Thiệu que les déclarations de Lãm constituaient une critique directe du président Nixon, étaient intolérables et devraient cesser immédiatement...Nixon dans une lettre à Thiệu jugea les commentaires de Lãm "aussi dommageables qu'injustes et déplacés. Notre unité sera la meilleure garantie de succès futurs...Si la flagrante dérive vers un désaccord entre nous continuait, la raison du soutien des États-Unis pour vous et votre gouvernement serait détruite."

Nixon réaffirma son intention de rechercher rapidement un accord avec Hanoi indépendamment des élections et qu'après celles-ci il ne fallait pas avoir d'illusions sur un quelconque changement de politique.

Malgré ces recommandations Thiệu aussi ne ménageait plus ses critiques publiques contre l'accord. Le Département d'État dut faire savoir séparément à Thiệu et à Lãm d'arrêter de dire en public que Nixon et Kissinger avaient une vue différente de celle du gouvernement vietnamien sur la situation du Viêt-Nam.

Thiệu refuse obstinément l'accord

Cette période fut riche en échanges épistolaires entre Nixon et Thiệu. D'un côté Nixon continuait ses efforts et essayait de faire entendre raison à Thiệu : "Nous avons essayé de nombreuses fois pour obtenir le retrait des forces nord-vietnamiennes...Le résultat actuel est le mieux que nous puissions obtenir. Alors qu'il n'y a pas de disposition spécifique dans le texte, il y a de nombreuses clauses subsidiaires qui ont un impact sur cette question et qui font qu'une présence continue de ces forces ne pourrait qu'être fondée sur des actes illégaux et qu'une introduction de nouvelles forces ne pourrait se faire qu'en violation de l'accord..."

En même temps Nixon brandissait la menace d'une cessation d'aide par le Congrès si Thiệu persistait dans son refus de se joindre à la signature d'un accord.

De l'autre côté Thiệu continuait de manifester sa volonté de s'opposer à l'accord en insistant sur ses insuffisances et ses faiblesses.

Ainsi une lettre de 24 pages fut remise à Nixon le 29 novembre par le conseiller spécial de Thiệu, Nguyễn Phú Đức, pour souligner le caractère irrecevable du projet.

Nixon répéta à Đức "qu'il était essentiel que les États-Unis arrivent à un accord signé sans quoi il serait impuissant pour veiller à son application. Plus important que tout ce n'était pas le contenu de l'accord, ou un morceau de papier, mais l'engagement des États-Unis à faire appliquer l'accord. Et c'est cet engagement qui est donné à cette réunion...Si Saigon acceptait l'accord cela nous permettrait d'aller devant le Congrès et de fournir l'aide économique et militaire adéquate pour le futur."

Et "ce qui compte vraiment, ce n'est pas l'accord mais ma détermination de prendre une action intense contre le Nord Viêt-Nam si celui-ci l'enfreignait. La présence des troupes nord-vietnamiennes ne signifie rien dans cette éventualité. S'il n'y avait pas de troupes au Sud et si je refusais de donner l'ordre de représailles aériennes sur le Nord quand les infiltrations commencent, alors la guerre reprendrait et son issue ne ferait pas de doute."¹⁸

¹⁵ Néanmoins Hanoi continua à réclamer la signature de l'accord avec Washington à la date prévue du 31 octobre dans le but de faire apparaître Saigon comme l'obstacle à la paix.

¹⁶ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.73 Editorial Note

¹⁷ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc. 72, Message From Bunker to Kissinger, Saigon, October 26, 1972

¹⁸ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.125 Memorandum of Conversation, Paris, November 24

Le 30 novembre avant sa 2^{ème} réunion avec Nixon Đức fit savoir à Kissinger et à Haig que s'il n'y avait pas de changements apportés au projet d'accord concernant les trois principes chers à Saigon "Thiệu préférerait que les États-Unis cherchent de manière directe et bilatérale avec Hanoi la fin de leur participation au conflit en laissant Saigon continuer, seul, sa lutte."¹⁹

Il apparaît ainsi que Thiệu ne prenait pas au sérieux la menace d'une coupure des aides et proposait à Nixon la seule voie que celui-ci détestait le plus à devoir prendre. Cela pouvait être vu au pire comme un défi et pour le moins comme un chantage risqué.

Le 17 décembre Nixon écrit : "J'ai demandé au général Haig d'obtenir votre réponse à mon offre finale absolue soit pour travailler ensemble à chercher un accord dans les lignes que j'ai approuvées soit d'aller selon nos voies séparées...Le temps est venu pour nous de présenter un front commun dans les négociations avec nos ennemis et vous devez décider maintenant si vous souhaitez continuer à travailler ensemble avec nous ou vous voulez que je cherche un accord avec l'ennemi qui sert uniquement les seuls intérêts des États-Unis."

Le 20 décembre Thiệu imperturbable dans sa ligne dure répondit à Nixon: "Pour qu'un accord soit honnête et honorable il doit contenir les trois principes majeurs suivants :

1-L'armée du Nord Việt Nam qui n'a aucun droit d'être présente au Sud devrait se retirer totalement vers le Nord en simultanéité avec le retrait des autres forces non-sud-vietnamiennes, conformément à notre communiqué conjoint de juin 1969 à Midway.

2-Il ne devrait pas exister de clauses et de formules dans l'accord qui pourraient être interprétées comme une reconnaissance du GRP comme un gouvernement parallèle au gouvernement du Sud Việt-Nam.

3-La composition et les fonctions du CRCN ne devraient pas être celles d'un super gouvernement de coalition déguisé."²⁰

Exaspération de Kissinger

À cette date et en privé l'exaspération de Kissinger était à son comble car la situation était bloquée à la fois avec Saigon et avec Hanoi. Il fit le point pour Nixon : "Vous avez une lettre de lui [Thiệu] rejetant tout, avec une demande de retrait des forces Nord-Vietnamiennes, totalement. Ce type doit être fou...Ce que ce fils de p... nous a fait est vraiment criminel. Nous aurions pu terminer cette guerre avec une initiative américaine, seule...C'est maintenant clair pour moi, il n'y a presque pas moyen d'obtenir son accord sans lui faire le 'coup de Diệm'. Non, je sais...En mettant fin à l'aide économique, à l'aide militaire, et nous pouvons le faire, il serait renversé...La seule question dans mon esprit maintenant c'est si nous devrions aller à l'accord bilatéral...Ce fils de p...si seulement nous avions su que quoi que nous fassions il ne serait pas d'accord...nous aurions pu régler la semaine du 20 octobre. Ce qui nous tue maintenant c'est que nous n'avons ni un règlement avec Hanoi, ni un règlement avec Saigon...S'il avait saisi l'occasion fin octobre et s'était tenu à votre côté cela aurait été facile de faire marcher le tout et de proclamer une victoire...

...Thiệu avait fait attendre Haig pendant 5 heures ; son emploi du temps 'bousillé'. C'est une autre conduite outrageuse de Thiệu. Vous savez, il m'avait fait attendre une fois, 15 heures...

Harriman a raison pour une seule chose c'est que Thiệu est un fieffé égoïste, un fils de p...psychopathe...Toutes ces histoires de m...concernant les troupes nord-vietnamiennes au sud c'est juste pour soulever une condition qu'ils savent irréalisable...Ces fichus salauds vous envoient une lettre disant...il veut se battre tout seul. Non seulement cela garde toutes ces troupes en place, cela laisse le passage au travers de la ZD, cela garde les couloirs de ravitaillement par le Laos et le Cambodge ouverts. Aussi ce ne sont pas ces troupes qui l'ennuient..."²¹

Kissinger a vraiment toujours fraîchement en mémoire l'humiliation qu'il avait subie pendant les quelques jours d'octobre à Saigon. Ceci explique sans doute aussi son comportement durant les premiers mois de 1975, décrit dans '*Prix Nobel pour une tromperie déshonorante ?*' du Good Morning d'août dernier.

Thiệu, adversaire à la paix

Thiệu avait donc choisi de rester campé sur une position dure de refus du projet d'accord et continuait à réclamer à son allié un accord plus favorable pour Saigon, chose que celui-ci n'était tout simplement pas en mesure de pouvoir donner. Le hic reste que même en cherchant bien on n'arrive pas à voir les atouts dont Thiệu pouvait disposer pour faire aboutir ses demandes.

Peut-être Thiệu savait-il que les Américains ne pouvaient se permettre de s'entendre seuls avec Hanoi sans faire perdre le sens même de leur engagement depuis ces longues années et donc démontrer involontairement l'échec total de leur politique vietnamienne. En revanche il devait savoir aussi qu'au final il ne pouvait pas se permettre de ne pas signer. Tout au plus n'arrivait-il qu'à faire retarder la conclusion d'un accord et encore pas indéfiniment. Le seul résultat observable est un gain de temps qui pouvait lui être utile pour la maîtrise de sa situation intérieure mais qui est clairement néfaste vis-à-vis de l'allié américain.

Tout comme quand Thiệu clamait haut et fort ses exigences irréalistes appelées les '*4 non*', [non à une reconnaissance du GRP, non à une neutralisation du Sud Việt-Nam, non à tout gouvernement de coalition et non à toute cession de territoire], certainement destinées à une consommation locale, mais aux conséquences désastreuses vis-à-vis de

¹⁹ Larry Bergman, *No Peace, No Honor* p.204-205

²⁰ FRUS 1969-1976, Vol IX Doc. 206 Message Haig à Kissinger, Saigon December 20,1972

²¹FRUS 1969-1976, Vol IX Doc.209 Conversation Among President Nixon, Kissinger, Haldeman. Washington, December 20.

l'opinion publique mondiale. Il réussit à se faire considérer comme quelqu'un cherchant à faire durer la guerre, comme le principal adversaire à la paix.

Bunker fit l'analyse suivante de la politique de Thiệu : "Thiệu jouait le temps et préférait pouvoir continuer la lutte. Il pouvait même penser que Kissinger ne représentait pas complètement les idées de Nixon. Il ne comprenait pas entièrement le système américain et tout particulièrement le rôle du Congrès. Il croyait que le Président ne pouvait pas retirer son soutien sans faire apparaître que les sacrifices américains en vies et en argent furent vains, que le retrait du soutien diminuerait l'influence des États-Unis en Asie et dans le monde entier et remettrait en question la crédibilité de nos engagements selon la doctrine Nixon."²²

Autre choix et autre issue finale ?

Pour un Sud-Vietnamien la vérité est terriblement navrante mais il faut la regarder en face. Le cessez-le-feu sur place, Kissinger l'avait déjà proposé à Hanoi avec l'assentiment de Thiệu dès juillet 1970 et réitéré plusieurs fois depuis. Mais alors pourquoi voit-on un Thiệu complètement pris au dépourvu à l'annonce de l'arrivée de l'idée maintenant devenue événement imminent ? Thiệu choisit d'opposer un refus catégorique au projet d'accord après deux, trois réunions à la hâte, même longues, avec son CNS. Manifestement la décision ne pouvait en aucun cas être issue d'une réflexion et d'un plan mûri à l'avance. Seulement les chances de succès d'un blocage de l'arrivée d'un accord de paix étaient, pour le moyen terme, quasi nulles. Saïgon n'avait aucune marge de manœuvre, ne pesait pas très lourd dans ces négociations et ne pouvait pas survivre sans aide américaine. L'évolution elle-même des négociations pendant les quatre ans laissait peu de doute sur leur issue et sur l'ampleur des dégâts pour Saïgon. Kissinger n'avait pourtant pas caché à Thiệu que le facteur le plus important était '*le déclin constant du soutien à la guerre du Viêt-Nam par la population et le Congrès américains*'. Le désengagement américain était programmé et inéluctable. La seule option possible pour Saïgon aurait été de s'y préparer et d'essayer de tirer le meilleur parti possible d'un accord devenu *indispensable* pour les États-Unis. Mais au lieu de considérer avec clairvoyance et réalisme qu'il fallait vivre avec (ce qui était possible tant que l'accord restait respecté, de gré ou de force, par Hanoi) Saïgon avait fait à ce moment-là le pari d'obtenir le retrait des troupes de Hanoi et avait échoué en laissant passer ce moment qui était un moment privilégié selon Kissinger, favorable à la dynamique d'un apaisement des esprits qui accompagnerait le soulagement et l'optimisme suite à l'annonce de l'accord tant attendu.

Pour Thiệu accepter lucidement l'accord en ce mois d'octobre 72, en abondant dans le sens de Kissinger c'était aussi se donner la possibilité de négocier des garanties publiques essentielles de la part des États-Unis. Garanties sur les dispositions et les moyens à prévoir pour faire respecter l'accord par Hanoi. Garanties à associer avec la signature de l'accord, encore mieux si ces garanties étaient doublées par l'entérinement de l'accord par le Congrès des États-Unis. Ce que pourrait difficilement refuser Nixon si, comme prévu par Kissinger et Lê Đức Thọ, l'accord était signé le 31 octobre, entraînant certainement dans la semaine suivante une réélection de Nixon encore plus triomphale.

Que se serait-il passé ensuite dans cette hypothèse ? Encore un de ces fameux '*What if*'. On ne pourrait esquisser que des interrogations, bonnes comme matière à réflexion mais bien évidemment dépourvues de réponses, même si l'atmosphère générale aurait été tellement plus favorable à une évolution satisfaisante. Thiệu pourrait-il s'engager avec des chances de succès dans la lutte politique ? Hanoi, plus motivé par la généreuse promesse d'aide américaine, aurait-il renoncé à ses ambitions territoriales par les armes ? Les membres du FNL pas complètement inféodés à Hanoi auraient-ils pu prendre leur place dans le sud-Viêt-Nam ? Et surtout, le peuple vietnamien aurait-il pu à cette occasion saisir la chance de s'exprimer, faire entendre ses aspirations et prendre le chemin d'un destin moins funeste ?

Bùi Ngọc Vũ, JJR 64.
Paris, septembre 2014

²² FRUS 1969-1976, Vol IX Doc 191 Message From Bunker to Kissinger. Saigon December 18, 1972.